

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1058

Artikel: La cacophonie déjà
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021086>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La cacophonie déjà

Alors que les problèmes de l'heure nécessiteraient un vrai consensus entre les partis gouvernementaux, on assiste à une dérive vers les extrêmes. Mais si le pays devient difficile à gouverner, ce n'est pas tant à cause de la présence des automobilistes au Parlement, que du fait de leur influence sur les grands partis.

(jd) Le scénario que nous proposons la semaine dernière (DP 1057 «Clarification») était bien sûr optimiste. La poussée électorale d'une droite dure et simplificatrice aurait pu inciter les partis gouvernementaux à se libérer de leurs démons extrémistes, à laisser ce terrain glissant aux nouveaux venus et aux anciens de la veine populiste, à marquer plus clairement leur territoire et leur responsabilité particulière face à un paysage politique qui s'effiloche.

Radicaux, automobilistes: même combat !

Mais non, cette chance de clarification ne semble pas devoir être saisie. Pour Franz Steinegger, le président des radicaux suisses, la défaite de son parti est due avant tout à une mauvaise politique de vente. Ainsi en matière d'asile, constate-t-il, «le parti des automobilistes a repris notre programme et expose nos

thèses de manière un peu plus vigoureuse». L'électorat n'a pas remarqué que les radicaux défendent plus ou moins les mêmes idées que les automobilistes: internement des requérants illégaux, engagement de l'armée aux frontières, contingentement. Idem en matière d'environnement et de circulation: les radicaux ont critiqué les limitations de vitesse estivales, les taxes d'orientation destinées à remplir les caisses de la Confédération, et ne considèrent pas les valeurs limites d'émissions pour la protection de l'air comme des normes sacrées. En définitive, seule l'attitude face à l'Europe distingue les deux formations. Au passage, le parlementaire uranais décoche une flèche à ses partenaires démocrates-chrétiens, accusés de flirter trop facilement avec la gauche par l'intermédiaire de leurs deux conseillers fédéraux. Et Steinegger d'en appeler à une politique bourgeoise claire-

ment profilée, seule à même, selon lui, de stopper la progression des formations populistes.

Malheureusement, le diagnostic radical ne correspond pas aux faits. Les résultats obtenus par le PDC le 20 octobre dernier montrent à l'évidence que l'aile progressiste chrétienne sociale a progressé au détriment des conservateurs. Le parti du centre n'a donc probablement rien à gagner dans une surenchère droitiste.

De leur côté, les socialistes n'ont pas manqué eux aussi de se distinguer en emboîtant le pas à l'extrême-gauche: alors qu'un comité composé de parlementaires radicaux, démocrates-chrétiens et démocrates du centre se constituait pour faire campagne contre l'adhésion de la Suisse au FMI et à la Banque mondiale, le comité central du PSS se prononçait également, à une courte majorité, contre cette adhésion; une décision particulièrement maladroite, alors qu'il s'agit maintenant de préparer l'opinion à une collaboration plus poussée avec l'Europe et les organisations internationales.

Majorité de progrès possible

Cette dérive des partis gouvernementaux vers les extrêmes est désolante, au moment où le pays a besoin d'un consensus minimum fort face à des échéances importantes (finances publiques, politique étrangère notamment). Ces formations ne sont certes pas homogènes et les déclarations d'un Franz Steinegger pas plus que la décision du comité central socialiste ne reflètent la diversité des opinions dans ces deux partis. On doute que le Genevois Gilles Petitpierre et le Bâlois René Rhinow, pour ne prendre que ces deux exemples, partagent le point de vue de leur président; et de nombreux parlementaires socialistes, ainsi que bien des sections cantonales, ne se reconnaîtront pas dans l'alliance contre-nature de leur parti avec les milieux les plus conservateurs du pays. D'une enquête réalisée par la *Weltwoche* auprès de tous les membres du nouveau Conseil national — il faut saluer la performance journalistique de l'hebdomadaire zurichois qui ne se contente pas de hurler avec les loups à la Suisse ingouvernable, mais qui fournit des informations originales — il ressort qu'une majorité de celles et ceux qui se sont exprimés se prononce pour une demande d'adhésion à la Communauté européenne et contre l'achat de l'avion F18. Il y a donc du mouvement

AUTOMOBILISTES

Les rois

(jd) A en croire les résultats des élections fédérales, les automobilistes helvétiques seraient particulièrement mal lotis comparés à leurs collègues européens. Markus Schneider, dans la *Weltwoche* du 24 octobre dernier, remet les choses à leur juste place.

Prix de l'essence ? En termes réels, il a baissé de 25% depuis 1973, et même de 35% par rapport à 1980. Si l'on excepte le Luxembourg, aucun pays d'Europe ne connaît un prix aussi bas. Réseau routier ? Il est l'un des plus denses du monde. En quinze ans, les autoroutes se sont allongées de 950 à 1500 km. De 1975 à 1984, le réseau routier cantonal et communal a progressé de plus de 13%. Dès lors, il n'est guère étonnant de voir croître de manière explosive le parc automobile: 1,383 million de véhicules en 1970, 2,247 millions en 1980 et 2,994 millions en 1990. Circulation ? On note

bien sûr quelques bouchons et autres ralentissements à certains moments et à des endroits sensibles, mais en général la circulation est fluide. En cinq ans, de 1985 à 1990, le trafic a augmenté d'un quart.

Malgré la très haute densité des transports publics, l'automobiliste en Suisse est roi. Tous les indicateurs le montrent. Alors, d'où vient cette grogne ? Markus Schneider croit avoir trouvé: les nombreuses contraintes — limitations de vitesse, restrictions au parking, seuils et autres chicanes — qui irritent l'automobiliste et qui, jusqu'à aujourd'hui, n'ont ni amélioré la qualité de l'air ni mis un frein à la circulation. La cohérence, il est vrai, n'est pas la qualité première de la politique en matière de circulation.

Trop de mesures hâtives, dispersées, dont on ne peut montrer clairement l'efficacité et surtout trop d'effets d'annonce, dans le désordre qui font fantasmer l'automobiliste toujours prêt à croire qu'il subit plus de contraintes que ce n'est objectivement le cas.

Gilbert Coutau, Monsieur 47%

René Longet a obtenu un résultat plus honorable que ne pouvaient le laisser croire les commentaires à chaud. Et dans un autre canton que Genève, son adversaire Gilbert Couteau, avec moins de 50% des voix, n'aurait pas été élu au premier tour.

(fb) Il vaut la peine de revenir en détail sur les circonstances de l'échec de René Longet aux élections fédérales afin d'en mesurer la portée réelle, car elle est paradoxale.

Performance remarquable

Candidat unique de l'alliance socialiste-écologiste-parti du travail au Conseil des Etats, Longet a rallié les suffrages de 44% des votants. La performance est

au sein du monde parlementaire et l'on peut espérer qu'une majorité de progrès, au-delà des frontières partisans, pourra dégager des solutions de consensus. Mais à terme, il faudra bien que les partis fassent le ménage et adoptent des profils plus cohérents. L'image de formations qui abritent des sensibilités différentes ne tient plus la route lorsque, dans un même parti, on trouve des partisans et des adversaires de l'Espace économique européen; et la crédibilité d'un parti ne pèse plus lourd lorsque ses parlementaires s'engagent dans un sens puis sont désavoués par ce parti même.

Ce ne sont pas quelques parlementaires automobilistes et liguriers de plus qui rendent la Suisse ingouvernable, mais bien des partis politiques divisés, incapables d'assumer leur responsabilité face à l'opinion publique et dont l'imprévisibilité des attitudes rend la vie impossible au Conseil fédéral.

Les partis sont des créations de l'histoire, mais d'une histoire qui n'a plus cours; ils abritent aujourd'hui les courants les plus hétéroclites sous des bannières qui occultent les contenus politiques. Ce flou des idées et ces grands rassemblements mous ne peuvent que favoriser les organisations d'intérêt et les mouvements démagogiques tels ceux qui se sont fait remarquer lors des dernières élections. Les partis veulent-ils se contenter du rôle de bureau de placement pour la haute administration, le gouvernement et le parlement ? ■

remarquable, car elle doit être comparée avec le score d'Amélia Christinat il y a 4 ans (35,2%) ou de Willy Donzé, conseiller aux Etats sortant il y a 8 ans (38%); on peut y lire la justesse du choix d'un candidat rassemblant largement au-delà du pré carré de la gauche, ainsi que la place éminente que René Longet s'est acquise dans la classe politique genevoise.

Cela n'a pas suffi pour forcer la porte du Conseil des Etats, barrée par deux candidats faisant liste commune sur les bulletins des partis libéral, radical et démocrate-chrétien et transformant, par là même, une élection à trois candidats pour deux sièges en un scrutin majoritaire de liste. C'est un formidable effet de levier que l'on peut illustrer par les chiffres suivants: sachant qu'à Genève les candidats au Conseil national et au Conseil des Etats figurent sur le même

bulletin, enlevez à Gilles Petitpierre les suffrages qu'il doit au fait que son nom était imprimé sur le bulletin libéral, re-tranchez de même les suffrages radicaux de Gilbert Coutau, et (sans même parler des 8000 bulletins démocrate-chrétiens) vous obtenez 32 632 voix pour Petitpierre et 28 186 pour Coutau, à comparer aux 33 793 voix de Longet.

Majorité relative

Outre cet aspect tactique, il faut relever la particularité du système genevois qui proclame Gilbert Coutau élu avec seulement 46,9% des bulletins au lieu de lui faire affronter Longet dans un deuxième tour, cette fois sans la locomotive Petitpierre (63,7% des votants). Il n'y a vraiment pas de quoi fanfaronner pour l'Entente, et Gilbert Coutau n'a pas de légitimité à prétendre représenter la majorité des Genevois.

Au total un résultat des plus honorables pour René Longet, qui a pourtant été quelque peu occulté par sa non-réélection inattendue au Conseil national malgré le gain d'un siège pour les socialistes; là aussi, c'est un cas bien connu dont a notamment été victime avant lui un Fulvio Caccia au Tessin. Un essai qui ne demande qu'à être transformé, par exemple en cas d'élection partielle si Gilles Petitpierre accède au Conseil fédéral. ■

Bilan des candidatures médiatiques

(cfp) Au début de la campagne pour les élections nationales (DP 1050), nous avons signalé que cinq candidats encore inconnus sur le plan politique avaient été incités à présenter leur candidature. Les élections ont eu lieu. Aucun des cinq n'a rempli entièrement l'attente du parti qui les portait sur une liste.

Dans l'ordre: Simon Schenk, candidat de l'UDC bernoise, est au quatrième rang des viennent-ensuite et l'UDC bernoise a perdu un siège. Martin Weber, capitaine de l'équipe des Young Boys, est premier, avec une belle avance, de la liste jeune-radical bernoise; mais celle-ci n'a pas d'élu et n'a pas empêché la liste radicale apparentée de perdre un siège. Werner Vetterli, animateur de télévision, n'a pas été élu au Conseil des Etats à Zurich, mais il a été élu au Conseil national; l'UDC zurichoise a gagné deux sièges: contrat par-

tiellement rempli. Norbert Hochreutener, autre animateur de télévision, a obtenu un succès personnel. Il a contribué au maintien du siège PDC bernois en facilitant l'élection d'un ancien député radical séparatiste du Jura bernois, car les sous-apparetements, comme les apparetements, peuvent être perfides. Enfin, le pasteur Sieber a été brillamment élu, mais le Parti évangélique populaire zurichois n'a pas progressé, ce qui s'est traduit par la non-réélection d'un conseiller national entré en cours de législature.

En complément, ajoutons que l'UDC zurichoise a fait entrer au Conseil national le candidat Ueli Maurer (voir DP 1024) dont le peuple zurichois avait refusé, ce printemps, de faire un conseiller d'Etat. Une chose est certaine, le «boss» Christophe Blocher n'oublie pas ses amis lorsqu'il les a exposés aux risques du suffrage universel. ■